

Questions orales

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, les discussions qui étaient en cours n'avaient pas pour objet d'étendre les services médicaux comme tels mais les services de santé en général, et en particulier il s'agissait d'étendre les services fournis à l'heure actuelle par l'assurance-hospitalisation et d'essayer de couvrir certains services qui ne le sont pas à l'heure actuelle en échange de l'utilisation de systèmes plus efficaces que ceux qui sont en place dans certaines provinces. Ces discussions-là ont été entamées depuis déjà plusieurs mois, et je ne vois aucune raison de les arrêter ou de les ralentir. Au contraire, je pense que la décision prise par le ministre des Finances devrait faciliter et accélérer les décisions à cet égard. Toutefois, les discussions doivent se tenir avec des contreparties. Si l'une ou l'autre des provinces auxquelles l'honorable député se réfère ne participe au débat, évidemment, la discussion est impossible. Mon ministère ne peut faire de débat seul.

[Traduction]

L'OCTROI DES CRÉDITS AUX PROVINCES POUR LES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE SERVICES MÉDICAUX

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Étant donné que le ministre compétent du Manitoba a déjà annulé les négociations à cause du budget et que celui de l'Ontario a exprimé l'intention d'en faire autant à cause de l'action unilatérale du gouvernement fédéral et que les services médicaux dans la seule province de l'Ontario vont coûter quelque 75 millions de dollars de plus, en effet direct de la décision fédérale, le premier ministre a-t-il l'intention de mettre des fonds à la disposition des provinces, par le transfert de points fiscaux ou autrement, pour qu'elles puissent absorber la hausse du coût des services médicaux d'urgence au Canada?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur...

Une voix: Il ne vous fait pas confiance, Pierre.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Lalonde: J'ai avec moi le télégramme adressé par le ministre de la Santé du Manitoba. Il n'exprime pas tout à fait ce que le député vient de dire.

[Traduction]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Puis-je répondre à la question supplémentaire, monsieur l'Orateur?

Des voix: Non.

Une voix: Attendez qu'elle vienne.

M. Trudeau: Je ferais sans doute mieux d'attendre la question supplémentaire.

M. l'Orateur: Le député de Rimouski a la parole.

M. Broadbent: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

Des voix: Rasseyez-vous.

Une voix: Il est 3 heures.

Des voix: Règlement!

[M. Broadbent.]

[Français]

LE CODE CRIMINEL

ON RÉCLAME UN RÉFÉRENDUM SUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.

Étant donné que le nombre de meurtres et de délits de toute sorte est en progression, et compte tenu des vœux exprimés par les différents corps policiers à travers le Canada, plus particulièrement la Sûreté du Québec, est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre s'il a l'intention de présenter une mesure autorisant la tenue d'un référendum à travers le pays, en vue du rétablissement de la peine capitale?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE D'EXPOSÉ DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DONT S'INSPIRE LE BUDGET

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le ministre et le ministre des Finances suppléant étant absents, c'est au premier ministre que je poserai ma question. Pour pouvoir prévoir le niveau des recettes provenant de diverses sources, le ministre des Finances et le gouvernement ont sans doute quelque idée de ce que sera l'activité économique jusqu'à la fin de l'année financière en cours. Le premier ministre dirait-il à la Chambre sur quelles prévisions économiques il a fondé son budget, précisant notamment comment il a pu prévoir le taux de croissance économique réelle pour l'année financière 1975-1976?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dirai que le budget présenté par le ministre des Finances correspond sûrement à ses prévisions pour l'avenir. Je ne crois pas qu'il soit d'usage de fournir de données précises à cet égard. Il a fait allusion aux opinions contradictoires exprimées par diverses personnes sur la situation économique, mais il n'a exposé que ses vues personnelles.

LE NOMBRE DE NOUVEAUX EMPLOIS ESCOMPTÉ PAR SUITE DES MESURES BUDGÉTAIRES—LES PRÉVISIONS GOUVERNEMENTALES QUANT AU CHÔMAGE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. Étant donné que des milliers de Canadiens s'inquiètent des répercussions de la récession économique sur leur emploi, le premier ministre dirait-il à la Chambre, comme le ministre des Finances l'a fait dans un budget précédent mais pas dans celui de lundi, à combien le gouvernement établit le nombre de nouveaux emplois dans l'économie en 1975? Indiquerait-il l'accroissement net de l'emploi et le nombre d'emplois qui seront créés dans le secteur de la fabrication?